

**Conseil municipal** L'explosion de l'hébergement d'urgence préoccupe les élus et le maire, lequel s'inquiète aussi de la non-application des décisions de justice. Un débat loin des considérations électorales qui agitent le Landemeau nancéien ? Pas totalement...

Rossinot attend des explications de Klein

## L'accueil d'urgence s'invite



■ Mathieu Klein s'interroge sur le financement de sondages.

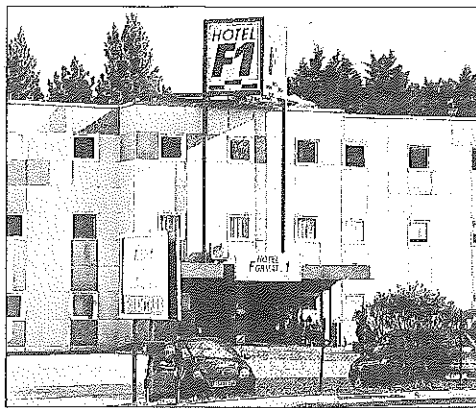


■ Des insinuations pour ternir l'image d'André Rossinot ?

**BIZARRE** l'entame du conseil municipal d'hier soir. Pas de questions diverses. Pas de premier point de l'ordre du jour non plus. Juste un André Rossinot libéré du poids d'une future investiture qui évoque, à la cantonade, un incident survenu le week-end de Pentecôte. Si le récit est livré sur le ton de l'anecdote, il se veut précis. Les faits remontent donc au vendredi 3 mai. Souvenez-vous, c'était le jour où la plupart des administrations étaient fermées et que les élèves bénéficiaient d'un long pont de cinq jours à la sortie des vacances de Pâques. Eh bien ce jour-là, André Rossinot était sur le pont. D'astreinte.

### Explosion des demandes

Alors quand il a vu sa mairie se faire envahir et occupée par des familles qui réclamaient la stricte application de décisions de justice concernant leur hébergement d'urgence, il a, à l'entendre, joué les pompiers de service. Grâce à son intervention, les familles ont pu être relogées. N'en demeure, cet exemple traduit « une situation préoccupante d'explosion des demandes d'hébergement d'un côté et de non-application des décisions de justice de l'autre », insiste-t-il. Les élus du conseil municipal, Valérie Jurin et Jean-Marie Schléret, membres du conseil de surveillance de l'ARS, sont alors intervenus, pour appuyer l'inquiétude d'André Rossi-



■ Actuellement 610 personnes sont logées dans 359 chambres de 14 hôtels du Grand Nancy.

Photo Alexandre MARCHI

« JE NE VOUS LÂCHERAI PAS », tonne André Rossinot en s'adressant directement à Mathieu Klein. « J'espère que vous apporterez des explications à vos déclarations au prochain conseil municipal », ajoute le maire.

André Rossinot attend que le candidat socialiste à la mairie s'explique à la suite de ses affirmations récentes sur le financement de sondages qui ont actuellement lieu dans le Grand Nancy. Mathieu Klein laisserait-il entendre que ces sondages sont financés par l'argent public et donc des élec-

teurs ? Le premier magistrat espère se tromper. Il estime toutefois que ces insinuations visent à ternir son image. Voilà pourquoi il répète avec force qu'il attendra de Mathieu Klein des explications sur ces allégations.

Au nom du groupe d'opposition, Bertrand Masson estime qu'au contraire « ce n'est pas à Mathieu Klein de s'expliquer puisqu'il n'a fait que poser des questions et soulever des interrogations. Au contraire, c'est à vous, André Rossinot, de vous expliquer sur ces sondages », a-t-il déclaré.

A.P.

not. Et il est vrai, les chiffres parlent d'eux-mêmes. « En 2011, sur l'ensemble de la Meurthe-et-Moselle, 1.227 personnes étaient suivies par les services d'accueil d'urgence. En 2012, ce chiffre a bondi à 2.456. À ces personnes, il faut ajouter les primo-arrivants. Ils étaient 527 en 2011, 1.083 en 2012. Et pour le premier trimestre, ils sont déjà 376 majeurs et mineurs alors que la Moselle n'en dénombre que 288 », détaille Jean-Marie Schléret. Du coup, le département se classe au 12<sup>e</sup> rang sur 100 en matière d'accueil d'urgence et « à la 4<sup>e</sup> position pour les mi-

neurs », alerte-t-il encore. Les élus de gauche comme de droite ont tour à tour salué le formidable travail des personnels des structures qui soutiennent ces publics.

La députée Chaynesse Khirouni a même tenu à dire qu'elle partageait les inquiétudes de la majorité et qu'à sa mesure, elle interpellait les ministères de tutelle. Un débat loin donc de toute considération bassement électorale ? Pensez donc ! Valérie Debord a lancé la première banderille en rappelant que les anciens députés avaient réussi à obtenir 2 M€ pour sauver l'ARS en 2009-2010. Et donc de demander ce que

l'actuelle députée faisait pour soutenir la structure qui bientôt sera confrontée « à des choix douloureux. Faudra-t-elle qu'elle choisisse entre l'hébergement d'une femme battue ou d'une famille de primo-arrivants ? », l'interrogea-t-elle.

### « Pas d'amalgame ni de stigmatisation »

« Pas d'amalgame ni de stigmatisation » lui a répondu Mathieu Klein, tout en assurant que si la situation financière de l'ARS venait à nouveau à se détériorer, « bien sûr que nos interventions seront toutes aussi unanimes pour dénouer cette situation ». De manière absolument pas préparée, tout comme ce débat venu étrangement en ouverture du conseil municipal, Laurent Hénart n'a pas voulu recevoir de leçons de stigmatisation de son futur adversaire aux municipales. Et pour le coup, il lui a brandi un article du Figaro de février dernier où Manuel Valls stigmatisait, il est vrai, la communauté Rom.

Si Mathieu Klein n'a pas souhaité répliquer, Bertrand Masson n'a pas voulu avaler la couleuvre en lançant à la majorité : « Vous contournez l'ordre du jour du conseil municipal pour dériver sur des questions électorales ». A un an de l'échéance et maintenant que les candidats sont déclarés, il fallait sans doute s'y attendre et s'y préparer.

Alexandre POFLAVSKY